

16
W/23 (*)
23 août 1949
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LA RAFFINERIE DE HAÏFA

(Extrait de l'ECONOMIST du 20 août 1949, communiqué aux membres de la Commission à titre d'information).

De toutes les conséquences économiques de la guerre de Palestine; celle qui affecte le plus l'économie mondiale est le chômage forcé de la raffinerie de pétrole de Haïfa. Telle qu'elle est actuellement, cette importante usine, qui appartient pour moitié à l'Anglo-Iranian Oil Company et pour moitié à la Compagnie Shell, a une capacité de raffinage annuelle de 4 millions de tonnes de pétrole brut. La capacité qu'elle pourra atteindre ultérieurement, si les plans se réalisent, est beaucoup plus élevée. Jusqu'en 1948, elle était alimentée, d'une part par le pipe-line de l'Iraq Petroleum Company venant de Kirkouk, et d'autre part par bateaux-citernes apportant du pétrole brut de Tripoli, terminus du pipe-line appartenant à cette même compagnie, ou bien du golfe Persique, en passant par le canal de Suez. Avant le début des hostilités en Palestine, un deuxième pipe-line allant d'Irak à Haïfa, était entièrement installé, exception faite d'une section se trouvant en territoire palestinien; ce deuxième pipe-line devait, vers la fin de 1951, et grâce à une nouvelle raffinerie alors en construction, permettre de raffiner annuellement 8 millions de tonnes de pétrole. Mais, sauf pendant une courte période, ces installations sont restées inutilisées depuis le mois d'avril 1948, parce que, bien qu'elles soient gérées par des Anglais, et qu'elles soient, dans une large mesure, propriété britannique, ces installations se trouvent aujourd'hui en territoire israélien et raffinent du pétrole provenant de source arabe en Irak, ou empruntant le canal de Suez, qui est sous contrôle égyptien.

A cause des préjugés auxquels on se heurte, l'Irak, qui est au bord de la faillite, perd des redevances dont il a le plus grand besoin et qui auraient dû normalement augmenter très rapidement, Israël perd les avantages matériels et psychologiques que présente l'activité d'une grande industrie, et la zone sterling qui, du milieu de 1948 au milieu de 1949, a dépensé près de 400 millions de livres sterling dans les

(*) Voir également W/22

zones à monnaie forte, pour l'achat de carburants et de matériel de raffinage, perd un capital dont le revenu annuel peut être estimé à 50 millions de livres compte tenu de la capacité actuelle de production et du cours du pétrole.

N'est-il pas possible de sortir de cette impasse ? La Compagnie pétrolière, le Gouvernement britannique, le Gouvernement d'Israël et celui d'Irak auraient tout avantage, sur le plan matériel, à en sortir. Mais les Irakiens sont gouvernés par des fanatiques qui préféreraient et de loin, brimer Israël plutôt qu'expliquer à leur peuple que la reprise du pompage du pétrole donnerait tout de suite plus de travail et plus de redevances, et partant, dans l'avenir, plus de terres irriguées et le pain à meilleur marché. Mais, même si le ravitaillement par pipe-line ne peut être envisagé, il n'y a aucune raison d'arrêter le ravitaillement par pétroliers. En vertu d'un article de sa Convention, le canal de Suez est, "en temps de guerre comme en temps de paix" ouvert aux navires de tous les pays; aux termes d'un autre article, il ne doit jamais être utilisé à des fins de blocus. Pendant la guerre de Palestine, les Egyptiens, au mépris des protestations de nombreuses Puissances, ont perquisitionné les chargements. On pouvait comprendre alors les motifs qui les poussaient à agir ainsi. Mais l'Egypte n'est plus en guerre. En outre, maintenant que le Conseil de sécurité a levé l'embargo sur les armes à destination du Moyen-Orient, il n'y a plus aucune raison plausible pour contrôler les chargements et leurs destinations. Chaque jour, des pétroliers en provenance du golfe Persique, chargés jusqu'à leur ligne de flottaison, empruntent le canal de Suez et se dirigent vers le nord, à destination d'une raffinerie quelconque. Les dirigeants de l'Arabie Séoudite interrogés sur ce point, ont déclaré qu'ils n'avaient pas à savoir où les compagnies intéressées entendent raffiner le pétrole en provenance de leurs territoires. Pourquoi ne pas en envoyer une partie à Haïfa ?

Tant qu'une telle possibilité existe, le Gouvernement d'Israël est mal avisé de menacer, comme il le fait maintenant, de mettre la main sur la raffinerie et de la faire fonctionner avec du pétrole brut provenant de pays extérieurs au Moyen-Orient. Le Gouvernement d'Israël pourrait évidemment saisir l'usine. Il pourrait, sans aucun doute, obtenir du pétrole brut en Roumanie. Mais s'il désire, comme il l'a déclaré par ailleurs, établir des relations normales avec ses voisins du Moyen-Orient, il serait peu diplomatique, de sa part, d'envisager cette mesure anormale aussi longtemps qu'il est possible de prendre des mesures normales.